



Andri Silberschmidt au Conseil national lors de la session de septembre 2024. (BERNE, 23 SEPTEMBRE 2024/ANTHONY ANEX/KEYSTONE)

# Toujours pas de prétendant pour diriger le PLR suisse

**GOVERNANCE** A une semaine du délai, aucun candidat ne s'est encore déclaré pour prendre la tête du parti, alors que l'un des favoris, le Zurichois Andri Silberschmidt, vient de renoncer. En prévision des prochaines élections fédérales, l'enjeu est crucial pour la formation, qui doit également se positionner sur l'Europe

YAN PAUCHARD, BERNE

A 31 ans, il aurait pu devenir le plus jeune président de l'histoire du PLR suisse. Mais le conseiller national zurichois Andri Silberschmidt ne sera pas candidat. Il l'a fait savoir hier dans une interview accordée au journal *Tages-Anzeiger*. L'entrepreneur – il a cofondé Kaisin, une chaîne de restaurants spécialisés dans les bowls santé –, influenceur «libéral» via son podcast, apparaissait comme l'un des favoris. Beaucoup espéraient qu'il puisse donner un coup de peps à un parti qui a réalisé son pire résultat lors des élections fédérales de 2023. Pour le trentenaire, ce n'est cependant pas le bon moment, tant pour des raisons privées (il vient de devenir père) que politiques (il espère briguer un siège au Conseil d'Etat de son canton en 2027).

Alors que la Suisse peine à se remettre des 39% de taxes douanières infligés par Donald Trump – un véritable coup d'assomoir – l'annonce de la non-candidature d'Andri Silberschmidt rappelle que le PLR joue gros lors de cette rentrée politique. Et pas seulement parce que ses deux conseillers fédéraux sortent affaiblis de cette crise avec les Etats-Unis: le

voyage à Washington de la présidente Karin Keller-Sutter est considéré comme un échec, voire un fiasco aux yeux de ses détracteurs, alors qu'Ignazio Cassis, ministre des Affaires étrangères, est critiqué pour son absence du dossier. Cet automne, le parti doit en effet trouver un successeur à l'Argovien Thierry Burkart, dont la démission en juin dernier avait créé la surprise sous la Coupole. A une semaine du délai, fixé au 20 août, aucune candidature n'a été déposée.

## Favoris de Suisse centrale

Plusieurs papables ont en outre déjà fait part de leur décision de ne pas se lancer dans la course. On peut citer en premier lieu les actuels présidents des deux chambres, l'Argovienne Maja Riniker (Conseil national) et l'Appenzellois Andrea Caroni (Conseil des Etats), mais aussi le conseiller national bernois Christian Waserfallen. A l'interne, on ne s'attend d'ailleurs pas à une profusion de candidatures. Président d'un parti national est devenu l'un des postes les plus exposés de la Berne fédérale, sans oublier qu'il est chronophage et ne sert plus forcément de tremplin pour des carrières personnelles. Au PLR, on rappelle que ce printemps, Le Centre n'a compté qu'un seul candidat, le Valaisan Philipp Matthias Bregy, pour la succession de Gerhard Pfister.

Vice-président du PLR suisse, le Genevois Cyril Aellen se montre néanmoins rassurant. «Je ne sens pas d'inquiétudes dans le parti, réagit le conseiller national. Il est encore trop tôt pour en parler, mais des discussions sont menées en coulisses avec des personnes intéressées par la

commission de sélection.» Même si personne ne s'est encore déclaré, le conseiller aux Etats lucernois Damian Müller, déjà pressenti lors de l'élection de Thierry Burkart en 2021, apparaît comme le favori. L'homme plaît autant à l'aile gauche du parti pour son soutien aux accords avec l'Europe et aux énergies renouvelables qu'à la droite de par ses positions fermes sur l'asile. Un autre nom est également apparu au cœur de l'été, lancé par l'influente NZZ, celui du conseiller aux Etats et ancien Landammann (président du gouvernement) glaronais Benjamin Mühlemann. D'autres circulent, comme celui de l'ancienne présidente des Femmes PLR, la Saint-Galloise Susanne Vincenz-Stauffacher, ou du Neuchâtelois Damien Cottier, le chef de groupe.

## Incarnar la position choisie

Pour beaucoup, le parti se choisira plutôt une présidence alémanique, là où se jouera la bataille des prochaines fédérales. «L'essentiel n'est pas d'avoir un Romand, mais une personne ouverte à la sensibilité romande», relève encore Cyril Aellen. Il rappelle que le même jour, le 18 octobre, l'assemblée des délégués se choisira un nouveau président et se prononcera sur le paquet d'accords avec l'Union européenne. «L'élu ou l'éluée se retrouvera à incarner la position choisie, il devra la défendre et pouvoir discuter avec tous les autres partis», souligne le Genevois. Un enjeu crucial, car les intérêts de la place économique suisse demeurent au cœur des revendications du PLR. Et c'est peu dire que ceux-ci sont actuellement malmenés. ■